

**Séance ordinaire du  
lundi 11 décembre 2023**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ville fraternelle et solidaire**

**Présents :**

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

**Absents / Excusés :**

Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Fatma NAKIB, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

**Expérimentation "Territoires Zéro Non-Recours (TZNR)" - Convention  
pluriannuelle 2023-2026 de délégation de crédits entre la Préfecture et la Ville de  
Montpellier - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Plus de 30 % des Français ne font pas les démarches pour avoir accès aux droits auxquels ils peuvent prétendre. Les habitants de la Ville de Montpellier ne sont pas épargnés par ces difficultés, particulièrement ceux des quartiers Hôpitaux-Facultés, Aiguelongue, les Aubes, la Pompignane, Marels/Montaubérou. Face à ce phénomène de non-recours, qui peut avoir des conséquences sociales importantes et faire basculer les ménages concernés dans la pauvreté ou les empêcher d'en sortir, des actions de lutte contre le non-recours aux droits doivent être développées.

Prévue par la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS), l'expérimentation « Territoires Zéro Non-Recours », permet de lancer des initiatives de lutte contre le non-recours aux droits sociaux en mobilisant une pluralité d'acteurs (collectivités, associations, caisses de sécurité sociale, bailleurs sociaux...), pour conduire des démarches ciblées d'information et d'accompagnement des personnes vers leurs justes droits : accès au Revenu de Solidarité Active (RSA), à la prime d'activité, à la Complémentaire Santé Solidaire (CSS) mais aussi au chèque énergie, à l'Allocation Pour le Logement (APL), ainsi que l'accès aux services publics.

Dotée d'un budget de deux millions d'euros par an, l'expérimentation durera pendant trois ans. Le Ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes Handicapées a ainsi lancé un appel à projet auprès des collectivités locales au printemps 2023 nommé « *Territoires Zéro Non-Recours* ».

La Ville de Montpellier et son CCAS ont présenté leur candidature à cette expérimentation. Elle découle de l'analyse des besoins sociaux du territoire de la ville, des diagnostics du Contrat Local de Santé (CLS) et du contrat de ville, mais aussi des échanges avec les différents partenaires (Etat, Conseil départemental, associations de lutte contre les exclusions, caisses d'assurance maladie, etc...). Elle s'appuie également sur les conclusions des Etats généraux de lutte contre le non-recours aux droits qui ont réuni les acteurs du territoire en 2022, et qui ont fait état d'un constat partagé et d'une volonté commune de mettre en place des actions pour lutter contre le non-recours, à destination des habitants de Montpellier.

Le projet présenté au titre de la candidature montpelliéraine prévoit trois actions principales dont la plupart sont mises en œuvre par le CCAS :

- La mise en place d'un comité scientifique pour mieux connaître et mesurer le non-recours sur le territoire de la ville de Montpellier ;
- Le déploiement d'une équipe mobile d'aller-vers les habitants des territoires ciblés comme prioritaires car dépourvus de lieu d'accès aux droits : quartiers Hôpitaux-Facultés, Aiguelongue, les Aubes, la Pompignane, Marels/Montaubérou. Cette équipe sera composée d'un travailleur social/chargé de mission, d'un chargé d'accès aux droits, qui seront recrutés par le CCAS, et d'un conseiller numérique mis à disposition par la Métropole. L'unité mobile de prévention santé MA.P de la Ville sera également mobilisée. En outre, une association réalisera des actions de médiation sociale et scolaire auprès des publics d'origine gitane habitant le quartier Marels/Montaubérou ;
- La formation d'un réseau local d'accès aux droits en lien avec les Maisons pour tous et les chefs de projet politique de la ville concernés.

Le 6 juillet 2023, le Comité de coordination pour l'accès aux droits, présidé par Jean-Christophe COMBE, ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, s'est réuni en présence de Stanislas GUERINI, ministre de la Transformation et de la Fonction publique, de Geneviève DARRIEUSSECQ, ministre déléguée en charge des Personnes handicapées, et de l'ensemble des acteurs concernés (services de l'État, associations de collectivités territoriales, caisses de sécurité sociale, associations, etc...) et a annoncé les 39 lauréats qui participeront à l'expérimentation « *Territoires Zéro Non-Recours* ».

La Ville de Montpellier a été retenue pour conduire cette expérimentation pendant 3 ans. Un montant global de 600 000 € lui est accordé sous la forme d'une convention pluriannuelle de délégation de crédits signée avec l'Etat ; par avenant financier, ces crédits sont versés par tranche de 200 000 € par an pendant 3 ans. Le projet démarre à l'automne 2023, à la signature de la convention de délégation de crédits avec la Préfecture et de la convention de reversement triennale au CCAS d'un montant de 137 000 €, qui permettra notamment le recrutement de 2 agents (coordonnateur du dispositif TZNR et chargé d'accès aux droits) pour la mise en œuvre des actions sus-citées.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle 2023-2026 de délégation de crédits entre la Ville de Montpellier et la Préfecture ;
- D'approuver les termes de la convention triennale de reversement entre la Ville de Montpellier et son CCAS ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre  
2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 23 décembre 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention pluriannuelle Etat/Ville
- Convention cofinancement Ville/CCAS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20231211-252911-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 22/12/23  
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.